

# Pas de répit pour les créances en souffrance



Les crédits à la promotion immobilière poursuivent leur trend baissier : -3,5% en mars 2014 à près de 66,5 milliards de DH.

À fin mars 2014, l'encours total des crédits a atteint 736,704 milliards de DH, en progression de 5,3% sur une année. Dans le même temps, les créances en souffrance ont encore gagné du terrain, marquant une hausse de 24%.

Les créances en souffrance ont augmenté quatre fois et demie plus vite que le crédit bancaire. Avec 46,328 milliards de dirhams en mars, elles marquent une hausse de 24,1% sur un an, contre 5,3% pour les crédits qui s'élèvent à plus de 736,7 milliards. Et contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce sont les ménages qui ont le plus contribué à les alourdir : +40,8% à 21,416 milliards de dirhams. Les créances en souffrance des entreprises n'ont bougé, elles, que de 12,6% pour atteindre 24,438 milliards, selon Bank Al-Maghrib. Pourtant, les banques semblent

plus regardantes sur le risque client. C'est notamment le cas vis-à-vis des promoteurs immobiliers. L'encours des crédits qui leur ont été octroyés accuse une nouvelle baisse de 3,5% à près de 66,5 milliards de DH. Une tendance observée depuis déjà 2012. Pour Youssef Iben Mansour, président de la Fédération des promoteurs immobiliers (FNPI), la baisse des crédits accordés aux investisseurs immobiliers est l'effet des décisions prises par la communauté financière. «Les institutions bancaires ont un peu levé le pied sur le secteur parce qu'elles esti-

ment qu'il présente un taux de risque beaucoup plus important par rapport aux autres activités», affirme Iben Mansour. Le problème, selon lui, c'est que sans le financement, le secteur ne peut pas assurer une bonne croissance, importante d'ailleurs pour l'économie nationale. «Si les banques ferment les robinets, ce n'est pas parce que le secteur n'a plus de potentiel. L'une des raisons essentielles qu'elles avancent pour expliquer leur réticence, c'est le

*Les ménages ont contribué à alourdir les créances en souffrance avec plus de 21,416 milliards de dirhams, soit une hausse de 40,8% sur un an.*

risque du secteur qui a augmenté. Aujourd'hui, les banques gèrent les dossiers au cas par cas et sont trop regardantes quant à la solvabilité et à la pertinence financières des projets», développe le président de la FNPI.

Si les établissements bancaires accordent des crédits au comptegouttes aux promoteurs, ils semblent plus généreux avec les acquéreurs de logements. Les chiffres de la Banque centrale indiquent que les ménages ont pu décrocher près de 163,3 milliards de dirhams à fin mars dernier, soit une progression de 2,4% sur une année.

Les crédits à l'équipement n'ont augmenté, eux, que de 1,6% à un peu plus de 137 milliards de dirhams. Une évolution essentiellement attribuée aux crédits contractés par l'administration locale (+6,9%). Avec 97,706 milliards de dirhams à fin mars dernier, les crédits à l'équipement octroyés aux entreprises privées ont cependant reculé de 0,4%.

Un signe que l'investissement est

en berne. Pour leur part, les crédits à la consommation ont enregistré une légère hausse de 1,9% à 40,22 milliards de dirhams. Enfin, les statistiques de Bank Al-Maghrib montrent que les crédits à long terme ont augmenté de 6% à 210,032 mil-

liards de DH, contre 4,4% pour le moyen terme (190 milliards) et de 2,9% pour le court terme (290 milliards). ■

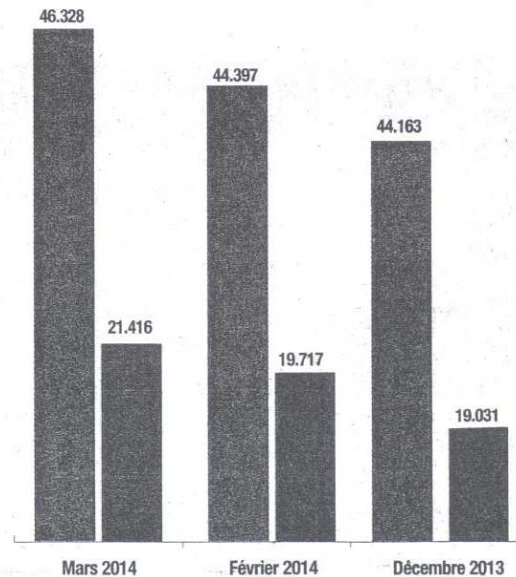
Saïd Naoumi

## Les crédits en mars 2014 (en MDH)



Source : BAM

## Évolution des créances en souffrance dont ménages (en MDH)



Source : BAM